



## Contribution aux débats · CN des 17 & 18 janvier 2026

# SORTIR DE LA SIDÉRATION, CROIRE AUX POSSIBLES

La finitude de notre planète et l'impasse dans laquelle nous mène notre mode de développement économique ont été documentées et démontrées depuis plus d'un demi-siècle. Des solutions alternatives, faites de justice sociale et environnementale, de sobriété, de solidarité, de partage et d'entraide, auraient dû être développées... Il n'en est rien, au contraire. Alors que les effets du capitalisme sur le climat sont de plus en plus visibles et concrets, c'est à l'accaparement des ressources et aux logiques impérialistes auxquels nous faisons face au fur et à mesure que se profilent les grandes pénuries : eau, combustibles fossiles, terres fertiles, métaux rares...

L'agression du Venezuela par Trump n'en est que la plus récente illustration. C'est bien notre incapacité à penser le système différemment en termes de production et de consommation qui nous fait entrer dans une phase du capitalisme déjà connue, qualifiée de capitalisme de la finitude par Arnaud Orain, et dont la prédateur de territoires et l'impérialisme sont l'expression la plus flagrante. Il s'agit d'assurer aux bourgeois nationales des grandes puissances un maintien de leur taux de profits. Le droit international est piétiné, la loi du plus fort s'impose, les oppositions sont réprimées. C'est la logique de Trump bien sûr, mais aussi de la Chine et de certain·es dirigeant·es européen·nes, Macron inclus.

Elle correspond aussi historiquement à la montée des courants fascistes car les logiques de prédateur sont consubstantielles de leur nature et de leurs pratiques politiques. C'est le moment de bascule du libéralisme dans la possibilité fasciste pour le maintien exclusif du profit et du pouvoir au service des classes dominantes, l'économie de guerre leur étant très "profitable".

Ces éléments expliquent les réorientations économiques et démocratiques des États qui participent à cette concurrence : démantèlement de l'État social, renforcement des forces armées et policières, autoritarisme et brutalisation des rapports sociaux. C'est ce que nous vivons en France. Mais rien n'est inéluctable : la population iranienne montre aussi que, même sous les dictatures, les résistances s'expriment et d'autres possibles se construisent.





## AESH : l'urgence de se mobiliser !

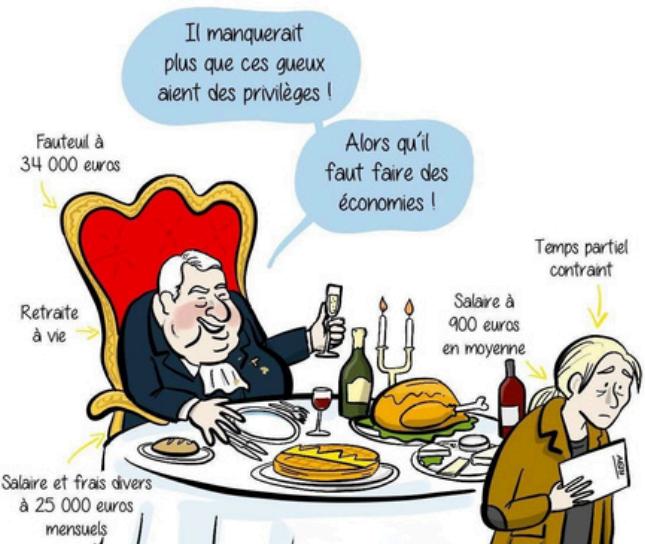
La semaine de mobilisation AESH posée la dernière semaine de décembre, ne l'était pas à la période la plus judicieuse, et pourtant les nombreux rassemblements partout en France prouvent l'importance du sujet dans l'Éducation nationale et auprès du grand public.

La nouvelle insulte que représente le rejet du projet de loi le 7 janvier par le Sénat de la création d'un corps de la fonction publique ne venant qu'affirmer le choix de la politique de Macron et de son camp. Ce que nous dit cette phase parlementaire dépasse largement la seule lutte des AESH et met en lumière des choix politiques et sociétaux : maintenir la précarité, mépriser et invisibiliser le travail féminisé et pourtant à forte utilité sociale. Le tout, en piétinant les grandes causes annoncées du quinquennat qu'étaient l'inclusion et la lutte pour les droits des femmes.

Le métier d'AESH est récent. Il découle de la longue histoire du travail gratuit effectué par les femmes : la recherche permet pourtant de mettre en évidence la richesse et la complexité de ce métier.

Agir ensemble pour l'inclusion, c'est mobiliser les AESH, tous les personnels et tous les partenaires de l'école, mais cela doit aussi s'inscrire dans la lutte pour les droits des femmes : obtenir une rémunération juste pour les emplois fortement féminisés. La mobilisation AESH doit devenir un élément central du syndicalisme de luttes et de transformation sociale, et la prochaine étape sera le 8 mars.

Le sénat refuse de fonctionnariser les AESH, les condamnant à un statut précaire, pour raisons budgétaires



## Macron entre fin de règne et marchepied du fascisme

Dans cette réorganisation du monde, Macron voudrait construire, malgré la fin proche de son règne, un bloc européen qui rivalise avec les USA, la Chine, la Russie. Dans son projet, il place la France au cœur de cette politique européenne et prépare le pays dans ce sens. Ses budgets successifs démontrent cette ambition : cadeaux fiscaux exorbitants aux plus riches, refus de répartition des richesses, sur-augmentation des budgets pour l'armée, réduction de ceux des Services Publics, de la santé, du social, de l'éducation, de la transition écologique. Dans un même mouvement, il installe un régime autoritaire en démantelant tout ce qui fait du collectif, de la solidarité, notamment le statut de fonctionnaire, et en réprimant de potentielles résistances et contre-pouvoirs par une répression accrue, systématique et violente des mouvements sociaux, des militant·es syndicalistes, écologistes et antifascistes.

L'École, par sa dimension particulière, est spécialement visée par cette volonté de transformation. En termes de politique éducative, cela se traduit notamment par une baisse méthodique du nombre de postes avec en même temps une augmentation du recours à la contractualisation, comme un moyen de précarisation et de casse des collectifs de travail. Le récent veto de l'exécutif à une proposition de loi visant à créer un corps d'AESH en est une illustration. En parallèle, on assiste à une reprise en mains et une instrumentalisation du métier : des programmes injonctifs et qui norment les pratiques dénaturant le savoir-faire et le sens du métier enseignant, un recours aux évaluations nationales standardisées comme outil de contrôle et de coercition, l'abandon de l'éducation prioritaire, la standardisation des pratiques pédagogiques...



L'ÉCOLE  
EMANCIPÉE  
POUR ADHÉRER





## Poursuivre notre travail d'un syndicalisme de terrain et préparer la disponibilité pour l'action

Ce contexte mondial tendant vers une généralisation des conflits et un renforcement de la maximisation des profits, ses traductions ultra-libérales et autoritaires par le pouvoir en place ainsi que les évolutions de notre métier et de nos conditions de travail pourrait nous laisser dans un état de sidération. Malgré tout, résister est incontournable et notre mouvement syndical de lutte et de transformation sociale doit en être le moteur et y prendre toute sa place.

Néanmoins, les vieilles habitudes syndicales ne font plus recette : plus de deux millions de personnes défilant dans les rues n'ont pas fait plier le gouvernement au moment de la réforme des retraites, pas plus que le syndicalisme d'accompagnement qui pourrait nous tenter, n'a obtenu de résultats. Dans ce contexte, il nous faut nous réadapter et nous renouveler, changer nos habitudes. Le niveau de conflictualité à atteindre est immense. Pour s'y hisser, il est nécessaire de construire en profondeur, de repartir du terrain. Cela nécessite un investissement réel pour aller à la rencontre physique des collègues, revitaliser les réseaux locaux entre collègues et écoles, et mettre en avant un autre projet pour l'école et pour la société sur la base des revendications de terrain et d'amélioration des conditions de travail.

Pour cela, plusieurs séquences sont devant nous et doivent être mises à profit, notamment celle du budget à venir, et de la carte scolaire.



## Vote d'orientation FSU-SNUipp : l'École Émancipée progresse encore !

Avec une augmentation de la participation de 2,61 points (36,48%), plus d'un tiers des syndiqué·es s'est prononcé sur l'orientation du syndicat lors du dernier vote interne.

Au niveau national, l'École Émancipée poursuit sa progression tant en pourcentage, passant de 32,10% en 2023 à 32,96% (+0,86 point), qu'en nombre de voix (+219 voix par rapport à 2023 pour un total de 5936 votes). Elle est majoritaire dans 36 départements (+8 par rapport au scrutin précédent). Ces résultats confirment les équilibres entre les tendances et confortent la place de l'ÉÉ au niveau national.

Face à l'exacerbation des crises sociale, politique, écologique et démocratique, qui rendent cruciale la période actuelle, la FSU et le SNUipp pourront compter sur l'engagement des militant·es de l'ÉÉ pour engager les bifurcations émancipatrices, plus que jamais nécessaires.

### APRÈS AVOIR APPLAUDI L'INTERVENTION DE TRUMP CONTRE LE VENEZUELA, MACRON TENTE DE SE RASSURER AU SUJET DU GROENLAND



**L'ÉCOLE ÉMANCIPÉE**

c'est aussi une revue et un site internet

[ecoleemancipee.org](http://ecoleemancipee.org)





## La formation initiale n'est pas une variable d'ajustement

La réforme de la formation initiale était nécessaire. Au regard du nombre important de départs à la retraite d'ici à 10 ans, il y a nécessité de recruter. De plus, la formation actuelle est clairement inadaptée et insuffisante : elle utilise avant tout les stagiaires comme moyens d'enseignement et n'apporte que très peu de contenu à la fois réflexif et professionnalisant.

La réforme en cours va permettre une formation initiale de deux ans post-concours et les collègues ne seront pas utilisés·es comme moyens d'enseignement au cours de la première année, ce qui répond mieux aux mandats de la FSU-SNUipp. Cependant, les stagiaires en reconversion professionnelle (soit 40 % des lauréat·es) ne bénéficieront que de la deuxième année. La FSU-SNUipp doit continuer à se battre afin d'obtenir deux années de formation pour tou·tes les lauréat·es et dénoncer ces choix comptables.

Depuis 2 ans et demi, la réforme de la formation initiale est engagée. C'est une réforme qui demande du temps de concertation, dont nous a privé·es l'instabilité politique. Or, le contexte actuel d'incertitude budgétaire, la communication gouvernementale cherchant probablement une assise parlementaire, créent un vent de panique chez les candidat·es et les enseignant·es des Inspé. Il est inadmissible de laisser entendre que les candidat·es au concours en L3 pourraient ne pas être recruté·es, faute de budget ad hoc, à moins de 3 mois du début des épreuves !

Ne pas mettre en œuvre cette réforme consisterait en un échec conséquent et engendrerait une grave désorganisation de la formation initiale.

La FSU-SNUipp doit continuer à défendre à la fois la mise œuvre de cette réforme et les améliorations qu'il est nécessaire d'y apporter.



Mais si la prise de conscience de la nécessité de lutter se construit autour de situations concrètes et du quotidien, il faut garder en tête un projet global émancipateur car les élections municipales approchent et le RN pourrait sortir à nouveau renforcé de cette séquence électorale. Localement, il faudra démontrer que l'extrême-droite n'est pas le défenseur de l'école, ni des classes populaires, qu'elle prétend être. Nous devons donc démythifier sa supercherie mais aussi montrer notre cohérence globale. C'est ainsi que nous préparerons ensemble la séquence du budget 2027 ainsi que celle de l'élection présidentielle où le même danger réactionnaire sera présent à la puissance dix !

Maintenir un niveau de conflictualité suffisant est impératif pour nourrir les luttes en cours et construire celles à venir. Les différentes campagnes de la FSU-SNUipp, basées sur l'action de terrain, en sont les outils. Comme l'ont démontré les luttes enseignantes au Québec et aux USA, mais aussi dans un autre registre la campagne de Zohran Mamdani à New-York, ce rapport au terrain, cet *organizing*, est incontournable : il s'agit d'entretenir la colère, notamment par la construction de résistances locales, mais aussi d'oeuvrer à la mise en mouvement des collègues par la construction de leurs propres revendications.

C'est ce type d'actions qui permettront de consolider les liens et de participer à l'empouvoirement de la profession sur un temps long afin qu'un climat favorable à une lutte globale s'impose et rende notre syndicat disponible pour l'organiser.

